

Un budget 2008 controversé soumis au vote du Parlement burundais

PANA, 12/08/2008 Bujumbura, Burundi - Une ONG burundaise de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME) est montée au créneau, mardi, pour demander au Sénat de ne pas avaliser en dernier ressort le vote des députés de la Chambre basse du Parlement burundais d'un nouveau budget général révisé 2008 de selon elle, ne répondrait pas aux besoins réels du pays. La Cour des comptes avait émis des réserves semblables peu avant le passage à l'Assemblée nationale du projet gouvernemental portant révision du budget controversé.

"Alors que le ministre de l'Economie, des Finances et de la Coopération au développement avait proposé un budget général révisé 2008 d'un peu plus de 591 milliards de Francs burundais (un peu plus de 591 millions de dollars us), l'Assemblée nationale s'est arrogée le droit de gonfler le montant pour octroyer des avantages faramineux", a déclaré OLUCOME, dans une correspondance au président du Sénat dont la PANA a obtenu copie. Ainsi, le budget voté par les députés est passé de 591,1 à 594,6 milliards de Francs burundais, soit une augmentation d'un peu plus de 3,5 milliards de FBU, dont plus d'un demi-milliard serait destiné aux parlementaires dans le but de satisfaire leurs besoins en parcelles à bâtir, ou encore en frais de mission et autres avantages matériels, croit savoir la même source. La répartition des crédits par secteurs d'activité n'augurerait, par ailleurs, rien de bon, toujours de l'avis de cette ONG locale à la combat pour la bonne gestion des deniers publics. A titre illustratif, le budget de fonctionnement s'élève à quelque 392,3 milliards de Francs burundais, soit 88,7% du total du budget général de l'Etat, contre seulement un peu plus de 49,9 milliards de FBU, soit 11,3% du total du budget général de l'Etat au titre du budget d'investissement, s'alarme-t-elle encore. "Cela montre que la priorité du gouvernement burundais reste la consommation au lieu de concentrer les moyens à la production", se laisse convaincre OLUCOME, avant de préciser qu'une lutte efficace contre la pauvreté restera un vain mot dans ces conditions.